ASSEMBLÉE NATIONALE

4 octobre 2013

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2014 - (N° 1395)

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-CF91

présenté par

M. Mariton, M. Carrez, M. Baroin, M. Bertrand, M. Blanc, M. Carré, M. Censi, M. Chartier,
M. Cornut-Gentille, M. Dassault, M. de Rocca Serra, M. Estrosi, M. Francina, M. Goasguen,
M. Gorges, Mme Grosskost, M. Lamour, M. Le Maire, M. Mancel, M. Ollier, Mme Péresse,
M. Wauquiez et M. Woerth

ARTICLE 25

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le « Pacte de confiance et de responsabilité » est censé réduire les concours de l'Etat aux collectivités de 1,5 Md€. En réalité, il prévoit un ensemble de dépenses superflues qui réduisent cette économie à seulement 550 M€. Cet article met en place l'une d'entre elles : l'octroi de ressources fiscales dynamiques aux régions.

Cette mesure est emblématique de l'incapacité de la majorité à diminuer la dépense publique, en particulier dans sa gestion des collectivités locales puisque cet article instaure une compensation pour les régions.

A défaut, le levier de l'impôt est sans cesse actionné et conduira à une hausse massive des impôts locaux à l'automne 2014.

Pour ces raisons, il convient de supprimer cet article.